Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 57 (2007)

Heft: 1: La revanche des victimes? = Die Revanche der Opfer?

Buchbesprechung: Éduquer et punir : la Cologne agricole et pénitentiaire de Metray (1839-1937)

Autor: Porret, Michel

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Éduquer et punir. La Colonie agricole et pénitentiaire de Metray (1839–1937). Sous la dir. de Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 256 p. (24 planches d'illustrations hors-texte, hélas sans index).

La «délinquance juvénile» est un problème ancien qui éprouve les institutions répressives, celles du contrôle social. En outre, la criminalité juvévile nourrit le débat public et la réflexion morale puis sociale sur sa causalité que la criminologie veut «objectiver», voire quantifier. Dès la Restauration en France, le débat public sur cet objet (*enfance délinquante, enfance dangereuse*) obsède les philanthropes, les moralistes, les magistrats et les pénalistes. Une bibliographie spécialisée sur le sujet paraît dès la fin du Second Empire. Les travaux se multiplient sous la IIIe République. Au siècle de la «question sociale», évaluée en termes économiques par Sismondi ou Marx, le débat sécuritaire sur la délinquance des mineurs condense deux problématiques: les liens entre paupérisme et délinquance juvénile; les «voies correctives» pour protéger le mineur contre l'engrenage récidivant. Cet ouvrage collectif signé par dix-sept auteurs (historiens, littéraire, philosophe, enseignants, spécialiste de la Protection judiciaire de la Jeunesse, archiviste, etc.) vise à repenser la délinquance juvénile. A ce but, les spécialistes étudient la *Colonie agricole de Mettray* (Touraine). Entre 1839 et 1937, l'institution «redresse» 17 000 délinquants âgée de 6 à 21 ans (voleurs, vagabonds, orphelins). Parmi eux, Jean Genet, incarcéré 30 mois, du 2 septembre 1926 au 1er mars 1929 (*cf.* son roman: *Miracle de la rose*, 1946).

Histoire institutionnelle des colonies pénitentiaires au XIXe siècle, cas emblématique de Mettray comme structure d'«éducation correctionnelle», culture politique des membres fondateurs (magistrats, financiers, aristocratie, ecclésiastiques, militaires, notables scientifiques, ministres) attachés au libéralisme paternel, formation des éducateurs, éducation des détenus (instruction élémentaire, éducation physique et morale, formation professionnelle), personnel et architecture de la colonie, travail agricole, représentation littéraire et imagerie noire suite au «scandale de Mettray» en 1909 («bagne pour enfants»), séjour de Jean Genet, «modèle carcéral» pour Michel Foucault, Mettray pièce française du réseau européen de l'éducation surveillée: ces thématiques traitées inégalement, parfois sommairement sur la plan rédactionnel, brossent l'histoire de la colonie agricole. Dès 1839, né du paternalisme des 59 membres fondateurs («Société Paternelle») réunis à Paris chez le juge Frédéric-Auguste Demetz, l'établissement répondra à l'échec avéré de la prison, école de la récidive. Entre «colonie agricole» et «patronage des jeunes détenus», Mettray condense autour du paternalisme correctif le libéralisme carcéral et pénal de la Monarchie de Juillet dans un établissement spécial pour les enfants délinquants, à l'instar du quartier spécialisé de la Petite Roquette (Paris).

Education, formation, rédemption par la nature, patronage moral des jeunes libérés contre la récidive: cette économie punitive place Metray au pinacle des établissements modèles que légalise la loi du 5 août 1850 (colonies agricoles). Hors de la «ville corruptrice», la prison sans mur au milieu des champs régénèrera dans le travail le délinquant juvénile issu des classes dangereuses (laborieuses) et paupérisées. Pourtant, assez rapidement, le modèle initial d'établissement correctif en milieu ouvert s'effrite face aux pratiques carcérales qui triomphent vers 1900. Sous la IIIe République, la crue des colonies pénitentiaires multiplie les effectifs en dégradant les conditions de détention et la formation du personnel. Pire, la culture pénitentiaire brutalise les usages disciplinaires: dressage corporel, soumission,

violence, cachot, etc. Selon Jean-Jacques Yvorel (introduction), la colonie agricole se mue en «bagne d'enfant». Un enfer disciplinaire où le suicide devient monnaie courante chez les plus désespérés, les plus démunis. Volontiers philanthropique, l'idéal correctif devient répressif pour la «défense sociale républicaine». Entre 1918 et 1937, Mettray devient l'antichambre du «régiment disciplinaire», la «propédeutique» du bagne ou de la centrale criminogène. Il reviendra à l'Ordonnance de 1945 de créer au sein du Ministère de la Justice la «direction de l'Éducation surveillée», détachée de l'Administration pénitentiaire. Si l'esprit de la loi est éducatif contre la criminalisation de la délinquance juvénile, les moyens manquent, notamment au *Centre Spécial d'Observation de l'Éducation* surveillée de Fresnes … installé en milieu carcéral.

La colonie agricole et pénitentiaire de Mettray signale l'échec du réformisme carcéral né du philanthropisme paternaliste d'après la Révolution. Selon Michel Foucault (*Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Paris, 1975), pour adultes ou pour mineurs, la prison échoue dès sa généralisation vers 1800. Son but répressif et son budget déchirent l'idéal carcéral de l'Etat de droit – neutralisation sociale plutôt qu'expiation, réinsertion plutôt que récidive. Sans le dire, l'enquête collective sur Mattray illustre un débat crucial pour notre société déboussolée, où le retour de l'ordre moral et de l'autorité répressive veulent endiguer la violence sociale: l'Etat choisira entre le «traitement socio-éducatif» et l'approche «carcéro-pénale» de la déviance juvénile. *Education ou répression?* Ce choix politique pèse sur l'avenir des institutions démocratiques du contrôle sociale de la délinquance. Le livre reste ainsi précieux, car il historicise dans la plus longue durée certaines peurs contemporaines face à la délinquance juvénile. *Michel Porret, Genève*

W. H. van der Linden: **The International Peace Movement During The First World War. In and around the Dutch Anti-War Council 1914–1919, its mediatory work for a speedy peace, its Central Organisation for a Durable Peace**. Almere, Tilleul Publications, 2006, 1111 S.

Die Geschichte des Pazifismus, organisierter Friedensbewegungen und ihrer Programme und Aktionen, bildet seit ihrer Institutionalisierung vor drei bis vier Jahrzehnten ein klassisches Thema der historischen Friedensforschung. Die während des Ersten Weltkriegs in verschiedenen Staaten neu entstandenen Friedensgesellschaften, die die älteren, weniger energischen Organisationen verdrängten, auf eine Wiederaufnahme der 1914 zusammengebrochenen internationalen Kooperationen drängten und teilweise auch den Gegensatz zwischen bürgerlichem Pazifismus und sozialistischer Kriegsgegnerschaft abbauten, sind bereits in den 80er Jahren Gegenstand mehrerer Untersuchungen gewesen. Das anzuzeigende Buch unternimmt es, ausgehend vom «Nederlandsche Anti-Oorlogs-Raad» (NAOR) und seinen Vernetzungen eine umfassende Darstellung der unterschiedlichen Friedensbewegungen in Europa und Nordamerika in den Jahren 1914 bis 1919 zu geben. Der Autor knüpft damit an sein 1987 publiziertes Werk zur internationalen Friedensbewegung in den Jahren 1815 bis 1874 an.

In einem ersten Hauptteil stellt der Autor den NAOR, seine Protagonisten, seine Struktur und Ziele sowie seine Beziehungen zu anderen Friedensorganisationen und zu verschiedenen politischen und gesellschaftlichen Kräften in den Niederlanden vor. Der folgende Abschnitt öffnet den Fokus und befasst sich mit der im April 1915 auf einem pazifistischen Kongress im Haag gegründeten «Central Organisation for a Durable Peace», deren Wirkungsmächtigkeit sodann